

Lutte de classe

Ah la belle époque !

J'ai lu la note n°94 consacré à la présentation du n°775 d'*Informations ouvrières* et j'ai été estomaqué par ce que j'y ai lu.

A propos du logement, les dirigeants du PT sont des nostalgiques des années 60, comme ils sont nostalgiques des années 50 pour les services publics, bref, comme on vivait heureux à cette époque là ! A les entendre il suffirait de revenir à ces années « formidables » pour que le démocratie soit rétablie. Au fait, était est-ce vraiment le cas ?

Il se trouve que c'est justement ma génération, je suis né en 1955, mon père travaillait, nous étions miséreux, c'était le temps du travail payé à la tâche ou aux pièces, mon père n'était pas mensualisé, il faudra attendre le début des années 70. Il allait bossé parfois à 70 kilomètres en mobylette en plein hiver, il n'y avait pas encore d'indemnités transport. Tous les mois son salaire était différent, comme il bossait sur les chantiers comme menuisier, l'hiver à cause du gel, il bossait moins, il était au chômage technique mais ne touchait rien non plus, c'était terrible, on survivait grâce à ma grand-mère, il y avait des clochards et des sans-abris dans toutes quartiers de Paris. Ah la belle époque monsieur Gluckstein ! Au fait, l'appel de l'abbé Pierre de 56, scandalisé par la crise du logement qui sévissait à cette époque, l'avez-vous oublié D. Gluckstein ? Mais non, pensez-vous, d'après lui 4 ans plus tard tout était réglé !

On ne pouvait même pas acheter suffisamment de charbon pour se chauffer, on crevait de froid le matin au réveil, on se lavait à l'eau glacée dans une cuvette, pas de salle de bain ni de cuisine, c'était la belle vie dans les années 50-60 monsieur Gluckstein, quel cynisme ! D'où sortez-vous, dans quel monde avez-vous vécu, nous avons presque le même âge ?

« *Est-il possible de régler la question du logement sans exiger des pouvoirs publics un plan de construction massif de HLM, le retour aux organismes HLM des années 1960* », il est écrit dans le tract du PT du 3 janvier 2007.

Pour un parti qui prétend lutter pour en finir avec les institutions sur lesquelles repose le régime, s'agit-il bien de la bonne question ?

La crise du logement n'a jamais été réglée ni dans les années 60 ni après, elle a été camouflée pendant des décennies et elle s'est en réalité amplifiée ces dernières années, voilà tout.

On a là en condensé l'orientation politique de ce parti dont on peut dire sans prendre le risque de se tromper que c'est un parti authentiquement réformiste à l'heure de la réaction sur toute la ligne. La façon de poser le problème du logement est totalement incorrecte et opportuniste et j'explique pourquoi.

Il faut reprendre les choses à la base pour comprendre.

Un parti qui se définit comme un « *parti ouvrier indépendant* » combattant pour en finir avec les institutions de la Ve République, accessoirement avec le capitalisme, bien que cela ne figure pas dans la charte que ses adhérents ont acceptée avant de rejoindre ce parti, ne devrait-il pas expliquer que le problème du logement ne sera jamais résolu tant qu'un véritable parti ouvrier n'aura pas pris le pouvoir, tant qu'un véritable gouvernement ouvrier ne gouvernera pas ce pays ? Pourquoi le PT ne le dit-il pas ? Pourquoi ne peut-il pas le dire ?

N'est-ce pas ainsi que la question du logement devrait être posée ?

En réalité, le PT capitule devant la bourgeoisie en exigeant des « *pouvoirs publics* » quelque chose qu'ils ne peuvent pas réaliser, ce n'est pas moi qui dit que c'est impossible, mais le PT lui-même, mais

ailleurs, il procède à un découpage arbitraire des rôles et des responsabilités pour embrouiller tout le monde... ou presque, vous allez comprendre très facilement pourquoi. Si l'on comprend bien, ce serait donc à un gouvernement antiouvrier que reviendrait la tâche de satisfaire les revendications fondamentales du prolétariat. C'est ce qui est écrit. Mais il faut aller plus loin dans notre analyse. Dans ce cas là à quoi bon combattre pour un gouvernement ouvrier puisqu'un gouvernement bourgeois ferait aussi bien l'affaire ?

En reliant ces questions on comprend dès lors parfaitement comment s'articule la politique du PT et l'objectif qu'il poursuit réellement en mettant systématiquement en avant la nécessité de la rupture avec l'Union européenne pour que les revendications soient enfin satisfaites.

D'un côté il exige du gouvernement qu'il fasse quelque chose, de l'autre il dit que seule la rupture avec l'UE permettra de le faire, donc le gouvernement ne peut rien faire. Et lorsque l'on dit au PT qu'il exige que le gouvernement Chirac rompe avec l'UE, on nous répond que cela n'est pas vrai, que l'on se livre à un amalgame honteux. A partir de là à quoi cela rime-t-il d'exiger de lui quoi que ce soit, sinon à conduire les militants et les travailleurs dans une impasse ?

Notez bien ici qu'implicitement le PT reconnaît que c'est le gouvernement qui décide en dernier lieu et non l'UE, il y est obligé ponctuellement et à demi-mot pour sauver les apparences, pour « coller » à l'actualité uniquement, autrement dit pour ne pas apparaître en porte à faux par rapport à toutes les autres organisations et partis qui désignent le gouvernement comme responsable de la situation catastrophique du logement et face à la mobilisation actuelle sur cette question. Ce n'est pas pour autant que le PT engagera le combat contre le gouvernement sur cette question du logement ou une autre d'ailleurs, puisque pour lui il faut d'abord rompre avec l'Union européenne.

Explication : comme il explique par ailleurs que la décision politique est du ressort de l'UE, on comprend pourquoi il est inutile d'engager le combat contre le gouvernement, les exigences qu'il formule en direction du gouvernement ne servent qu'à couvrir le refus d'engager le combat contre ce gouvernement et pas autre chose.

Un mot semble convenir et s'imposer pour caractériser cette politique : l'impasse !

Il exige d'un côté quelque chose de quelqu'un qui ne peut rien faire, qui n'aurait plus aucun pouvoir, donc évidemment on comprend qu'il soit inutile de le combattre, de l'autre, il situe les responsabilités à un niveau inaccessible directement, donc tout combat dans cette direction là ne sert absolument à rien, ce qui ne l'empêche pas de concentrer son combat dans cette direction là. N'est-ce pas parfaitement clair ? On pourrait aller encore plus loin : en expliquant que le gouvernement ne peut pas satisfaire les revendications, il laisse imaginer qu'il le veut peut-être, qui sait, qu'il n'y ait pas formellement opposer, ce qui permet d'entretenir des illusions dans le gouvernement de la part des esprits les plus faibles. Je me demande quel langage il faut employer pour que les militants du PT comprennent que la politique de leur parti ne permettra jamais de changer quoi que ce soit, de faire avancer quoi que ce soit.

A partir du moment où l'on sait tous pertinemment que seul un gouvernement ouvrier impulser par un parti révolutionnaire permettra d'engager la rupture avec le capitalisme pour commencer à satisfaire les revendications élémentaires et fondamentales du prolétariat, donc consacrant automatiquement la rupture avec l'Union européenne, l'ONU et toutes ses institutions, à quoi cela rime-t-il de demander qui rompra avec l'Union européenne, étant donné que nous savons tous qu'aucun parti politique en dehors d'un parti révolutionnaire ne rompra jamais avec l'UE ? A quoi cela sert-il de poser cette question ? Qui ne le comprend pas ? Tous les militants un peu sérieux et capables de réfléchir ne pourront n'être que d'accord avec ce qui vient d'être dit. Dès lors on comprend parfaitement que l'orientation politique du PT est totalement erronée, elle est stupide, c'est un non-sens en vérité et rien d'autre, au pire, elle est opportuniste et elle est entièrement subordonnée au maintien en place de l'Etat bourgeois puisqu'en dehors d'un Etat ouvrier, qui pourrait résoudre ces questions si ce n'est l'Etat bourgeois lui-même ?

On a là deux conceptions antinomiques du combat politique : d'une part une conception trade-unioniste qui consiste à favoriser le combat pour la satisfaction des revendications dans le cadre de l'Etat bourgeois, de l'autre une conception qui s'inspire du combat révolutionnaire du mouvement ouvrier employant toutes les revendications du prolétariat et toutes les situations pour élever le niveau

de conscience politique des masses afin qu'elles s'acheminent vers la remise en cause du pouvoir en place. Le rôle d'un syndicat est de combattre pour les revendications économiques immédiates du prolétariat dans le cadre du régime capitaliste, le rôle des militants révolutionnaires est de porter sur le terrain politique l'ensemble du combat du prolétariat, car c'est seulement à ce niveau là, au niveau politique que nous pourrions aider le prolétariat à prendre conscience des tâches historiques qu'il a à accomplir : prendre le pouvoir et abolir le capitalisme.

Un parti qui ne combat pas résolument dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, ne peut pas se construire, ne peut pas prétendre aider le prolétariat à prendre conscience de lui-même, à se mobiliser et encore moins à s'émanciper du pouvoir de la bourgeoisie. Un parti qui ne relie pas en permanence les questions élémentaires que se posent le prolétariat avec la nécessité de renverser le régime en place, est un parti réformiste, trade-unioniste, tout ce qu'on voudra, sauf un parti révolutionnaire, un parti communiste.

Embourbé totalement dans ses contradictions, le PT en arrive à dire et faire n'importe quoi.

La question du logement n'a pas été davantage résolue dans les années 60 qu'à une autre époque, c'est une question récurrente en réalité qui connaît des hauts et des bas.

Quelques exemples pour le démontrer, bien avant Maastricht, bien avant que l'Union européenne ne prenne son envol pourrait-on dire.

Dans le milieu des années 60, une des sœurs de ma mère habitait avec ses deux enfants dans un appartement insalubre à Montreuil (93), quinze ans plus tard, elle y vivait encore.

Ma future épouse né en 1958 a dormi jusqu'à l'âge de 12 ans sur le sol de la cuisine en guise de chambre, dans un appartement d'une pièce exiguë, à Clichy (92), son père était OS à la chaîne chez Bic.

Mes parents ont réussi à louer une pièce mansardée sous les toits de Paris au 6^e étage sans ascenseur de 12m², sans salle de bain ni cuisine ni eau courante au début des années 60. Il faudra attendre 1968 pour qu'il déménage à Rueil (92) dans une maison en bois recouverte de goudron qu'un oncle mettra à leur disposition moyennant un loyer symbolique.

Huit ans plus tard, en 1976, une de mes amies berbère m'avait expliqué que sa famille était toujours en attente d'un relogement, que l'appartement qu'ils habitaient avaient été construits rapidement au début des années 60, on avait dit à ses parents qu'il s'agissait de « constructions provisoires ». 16 ans plus tard, le provisoire s'était inscrit dans la durée, ces habitations existent toujours à Rueil (Hts-de Seine).

En 1978, lorsque mon ex-épouse s'est inscrite pour avoir une HLM (à Clichy), vous savez ce qu'on lui a répondu : vous savez madame, il y a des gens qui attendent depuis 10 ans ! Ah la belle époque ! Dix ans plus tôt cela nous ramène à la fin des années 60. Tiens, j'avais crû comprendre que le problème du logement avait été traité dans les années 60 !

Au fait, on a eu la HLM en 85 quatre ans après la naissance de notre fille. Un après-midi mon ex-épouse et sa mère avec notre fille dans les bras ont investi la mairie de Clichy (PS) en expliquant qu'elles ne quitteraient pas les lieux avant d'avoir une HLM, sachant qu'il y avait des passe-droits pour les fonctionnaires, les potes de la majorité municipale, ma belle-mère avait travaillé chez le maire précédent comme bonne et elle avait été au PCF pendant des décennies, et nous habitons un appartement insalubre, ce qu'avait constaté le service de la mairie sans donner suite, et bien, le maire a appelé les CRS qui les ont foutus dehors après qu'on leur a promis un HLM qu'on obtiendra finalement... la semaine suivante, soit 8 ans d'attente quand même depuis l'inscription.

Ce que je viens de vous raconter fut le lot de millions de familles d'ouvriers depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours. Si le sort des uns s'est amélioré au bout de 15 ou 20 ans, pendant ce temps d'autres ont pris leur place, mais en réalité, le problème du logement n'a jamais été résolu.

Ah la belle époque ! Cela pourrait faire le titre d'un édito : Ah la belle époque où l'on était payé à la tâche, où les trottoirs regorgeaient de clochards ! lorsque le prix d'une petite voiture équivalait à deux

ou trois ans de salaire, le prix d'un billet d'avion pour l'Inde six mois de salaire ou plus, un téléviseur plusieurs mois de salaire aussi, idem pour beaucoup de choses qui sont aujourd'hui à la portée de presque toutes les bourses, mes parents ne m'achetaient que des chaussures en plastique, le cuir était inabordable, même de mauvaise qualité, quand aux vacances, en dehors du camping, il ne fallait pas rêver à autre chose quand on était ouvrier, d'ailleurs nous ne rêvions pas, pas les moyens, même les jouets, c'était mon grand-père qui les achetaient sinon nous n'aurions rien eu du tout, ou une paire de chaussettes neuves !

Les jeunes, ceux qui n'ont pas connu cette « belle » époque si chère au cœur de Gluckstein, Geddo ou Stentor et qu'ils évoquent à longueur de colonne au nom de la *reconquête de la démocratie* et qui me fait horreur, ils ne peuvent pas comprendre, ils croient ce qu'on leur dit, c'est cela que je dénonce et que j'appelle une manipulation honteuse, parce que ceux qui réécrivent l'histoire, ils savent de quoi ils parlent, ils trompent sciemment les militants, on ne peut pas laisser faire des choses pareilles, je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire, je suis outré, scandalisé par ces méthodes.

Tiens j'ai oublié de dire que mon père pour pouvoir simplement nous nourrir et payer le loyer modeste d'une chambre minuscule, il bossait 10 heures par jours et se tapait 4 heures de transport en vélo, en mobylette ou en train, par tous les temps, les hivers étaient autrement plus rigoureux qu'aujourd'hui. C'est aussi sa mémoire que je défends, celle de tous les travailleurs qui ont eu une vie de merde et qu'on salit aujourd'hui en disant : Ah les années 50-60 : la belle époque ! Dans quel monde vivent et ont vécu les dirigeants du PT ? Je n'en sais rien et je ne veux pas le savoir, mais de toute évidence : pas le nôtre.

Aux 3 200 000 de familles ouvrières mal logées ou à la rue, il faut ajouter les millions qui paient des loyers exorbitants, les millions qui ont été obligées de s'endetter jusqu'au cou pour acheter un logement ou une petite maison, leurs loyers ou leurs crédits représentent souvent la moitié de leur revenu ou davantage encore. N'est-ce pas le meilleur moyen de dresser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement ?

Ne faudrait-il pas annuler la dette de toutes ces familles ? Quel candidat mettra cette revendication dans son programme en 2007 ?

Ne faudrait-il pas bloquer le prix de vente des appartements et des maisons individuelles ?

Ne faudrait-il pas imposer la réduction des loyers au cinquième du revenu ?

Ne faudrait-il pas confisquer tous les immeubles, les appartements et les maisons vides qui ne servent qu'à alimenter la spéculation immobilière ?

Ne faudrait-il pas nationaliser sans indemnité ni rachat les plus importantes entreprises de constructions et les sociétés immobilières ?

A quoi cela sert-il de parler de la crise du logement si l'on ne pose pas ces questions ?

En dehors d'un véritable gouvernement ouvrier, aucun gouvernement ne résoudra la question du logement comme toutes les autres d'ailleurs. Tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir, tant qu'il ne se donnera pas les moyens de prendre le pouvoir, il n'y aura pas de changement politique dans ce pays, voilà ce qu'il faut dire aux travailleurs et aux jeunes, il faut leur dire la vérité aussi difficile soit-elle à entendre.

Notre objectif et notre combat en tant que militant révolutionnaire se limite-t-il à l'amélioration du sort quotidien d'une couche du prolétariat dans un domaine donné sachant que dans d'autres domaines il continue de se dégrader, sachant que pour d'autres couches du prolétariat aucune amélioration n'est à entrevoir aujourd'hui ou demain ?